



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : portugais

Superficie : 36 130 km<sup>2</sup>

Population : 2,2 millions d'habitants

Densité : 58,3 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,2 %

Part de la population urbaine : 45,0 %

## Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 177<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2022) : 2,50

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022, base 100 en 2010) : 95,6 (95,8 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu

Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2022) : 776 dollars

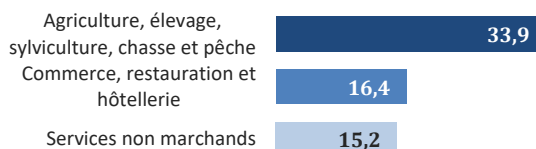
Taux de croissance (2022) : 4,2 %

Inflation (2022) : 7,9 %

PIB (2022) : 1 135,5 milliards XOF / 1,8 milliards de dollars US

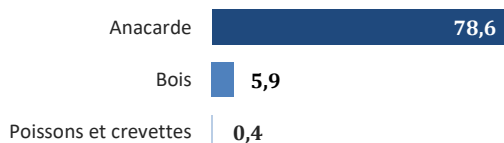
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



## Développement humain et infrastructures



**59,9 ans**

Espérance de vie



**68,4 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**59,0 %**

Accès à l'eau potable



**7,4 %**

Mortalité infantile



**34,8**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**35,8 %**

Accès à l'électricité



**37,9 %**

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



**52,9 %**

Alphabétisation des adultes



**108,5**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**104/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**nd**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**49,1 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

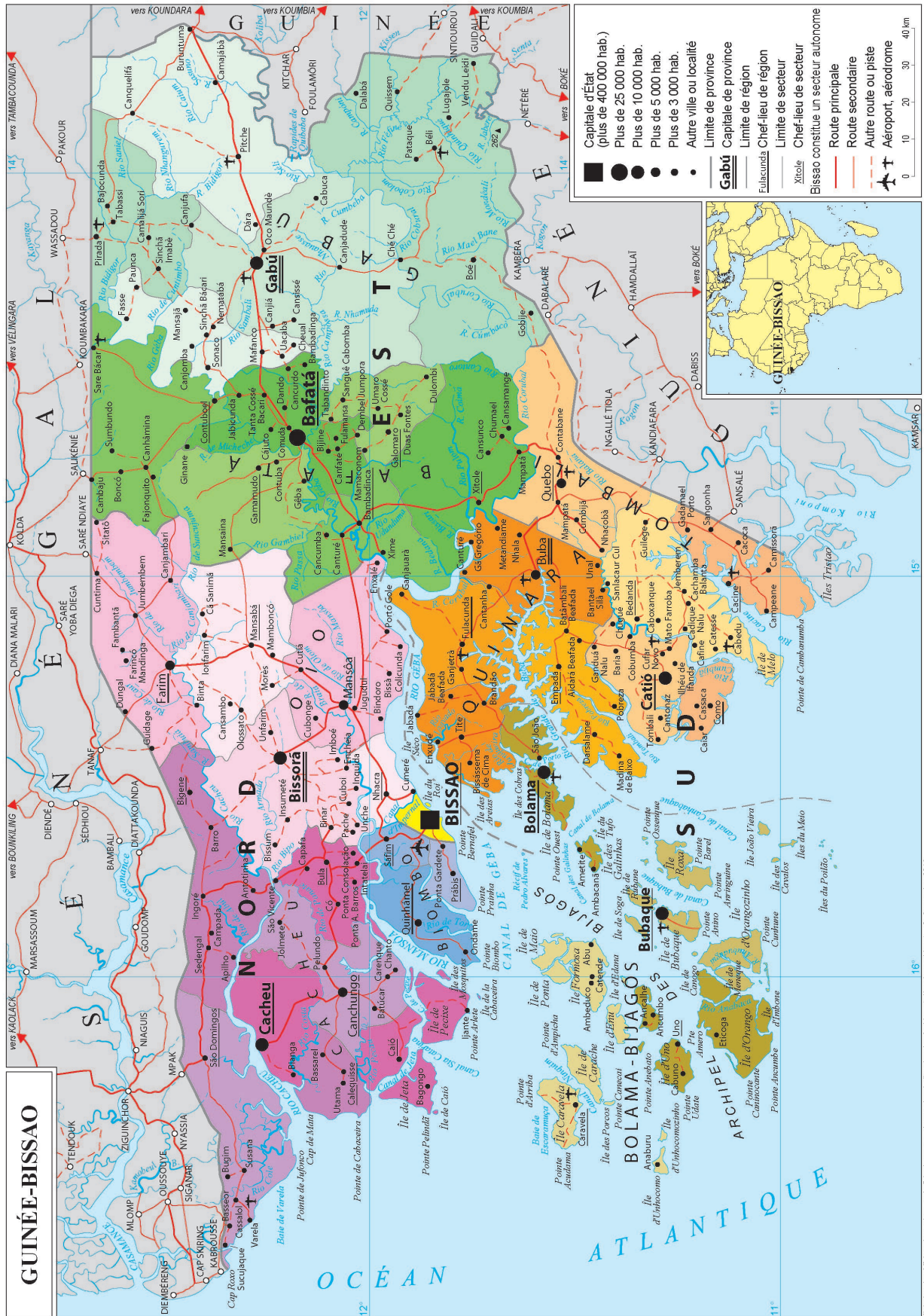
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

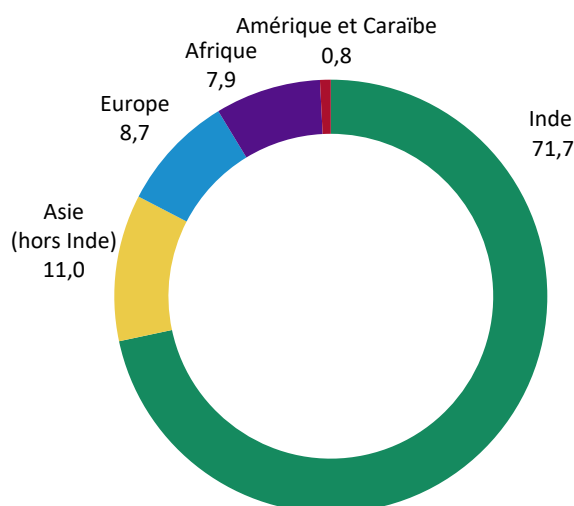
- **La croissance économique a légèrement ralenti en 2022, la progression du PIB réel atteignant 4,2 %, contre 6,1 % en 2021 dans un contexte de recrudescence des tensions inflationnistes (7,9 %).** Le déficit budgétaire s'est détérioré à 5,1 % du PIB en dépit des efforts de consolidation budgétaire des autorités, tandis que le déficit courant progressait à 10,4 % du PIB. En 2023, la croissance devrait s'établir autour de 5 % selon la BCEAO et l'inflation demeurer élevée (autour de 8 %). Cette prévision comporte de nombreux aléas baissiers, liées aux fortes incertitudes internationales en lien avec la guerre russe en Ukraine et l'insécurité régionale.
- **La situation sécuritaire et politique semble se stabiliser depuis 2019 avec l'élection du Président Umaro Sissoco Embaló, en dépit d'une tentative de coup d'État en février 2022.** Après les élections législatives en juin 2023, marquées par une alternance politique, les élections présidentielles de 2024 constitueront la prochaine étape importante pour la stabilisation de la gouvernance du pays.
- **Les indicateurs de développement demeurent faibles et le pays fait face à une forte insécurité alimentaire.** Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté atteint 68,4 % en 2022 et le pays se classe 177<sup>ème</sup> sur 191 pour l'indice de développement humain (IDH).
- **Le pays est soutenu depuis 2023 par d'importants financements internationaux à caractère concessionnel.** S'agissant du FMI, une facilité élargie de crédit, d'un montant de 2,7 millions de DTS (3,2 millions de dollars) sur 2023-2026 soutient les efforts de consolidation budgétaire et les réformes engagées. Les banques multilatérales de développement (Banque mondiale, Banque africaine de développement) et l'ONU ont également lancé plusieurs projets en vue de renforcer les infrastructures et de favoriser la diversification de l'économie en lien avec la stratégie de développement adoptée pour 2020-2024, intitulée « Hora Tchiga ».

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guinée-Bissau est peu diversifiée et repose surtout sur l'exploitation d'un nombre limité de ressources agricoles. Le secteur agricole (34 % du PIB en moyenne sur 2018-2022) est dominé par la culture de l'anacarde (noix de cajou), mais les activités de pêche et d'élevage sont également importantes. Les deux autres principales cultures du pays sont le riz et les arachides. Le secteur secondaire ne représente que 15 % du PIB, tandis que le secteur tertiaire, qui en représente 48 %, est surtout soutenu par la branche commerce, hôtellerie-restauration et par les services non marchands. L'économie informelle constitue une part importante de l'activité économique (environ 43 % du PIB<sup>1</sup>), ce qui limite la capacité de l'État à mobiliser les ressources fiscales. Les recettes fiscales se situent ainsi à environ 8 % du PIB en moyenne sur 2018-2022, soit un niveau inférieur au taux moyen d'environ 13 % dans

### Destinations des exportations de la Guinée-Bissau (2017-2021)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

<sup>1</sup> Cf. <https://www.worldbank.org/en/research/brief/informal-economy-database>

l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et à l'objectif communautaire de 20 %. Le pays dispose toutefois de nombreuses opportunités de diversification, du fait de l'importance de ses ressources halieutiques et minières, du potentiel du secteur extractif (bauxite et phosphate) et du tourisme.

### L'intégration régionale du pays est faible, les exportations étant surtout tournées vers les pays émergents.

Entre 2018 et 2022, les exportations d'anacardes, surtout sous forme non transformée, ont constitué près de 80 % des exportations de biens en moyenne. L'Inde absorbe plus des deux tiers de ces exportations. Les exportations vers l'UEMOA sont très réduites (environ 5 %), malgré une position géographique favorable. Sur la même période, les denrées alimentaires et les produits pétroliers occupent une place prépondérante dans les importations, à respectivement 32 % et 19 % des importations de biens. Outre la très forte spécialisation de l'économie, une faible complémentarité avec les partenaires régionaux et des infrastructures insuffisantes constituent d'importantes entraves à la croissance économique du pays.

**L'inclusion financière s'est renforcée.** La Guinée-Bissau s'est engagée dans une stratégie de promotion de l'inclusion financière<sup>2</sup>. Le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière, qui évalue le pourcentage de la population adulte détenant un compte, atteint 72,4 % en 2021, en augmentation par rapport à 2020 (+ 20,4 points de pourcentage, pp) grâce à la numérisation. Toutefois, le secteur de la microfinance, qui vise les populations les plus vulnérables, demeure faiblement implanté dans le pays, aussi bien quant au nombre d'établissements qu'en ce qui concerne le montant des prêts.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**Le PIB réel de la Guinée-Bissau a augmenté de 4,2 % en 2022, après 6,1 % en 2021.** Ce ralentissement s'explique par la faible croissance du secteur primaire, qui ne contribue à la croissance réelle qu'à hauteur de 0,4 point de pourcentage (pp), après 3,4 pp en 2021. Le secteur secondaire se maintient (0,2 pp en 2022 et

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée-Bissau

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2020	2021	2022
Riz	198,1	213,9	223,5
Coton-graine	3,2	3,4	3,6
Anacarde	190,0	207,1	230,1
Arachides	115,6	121,0	133,6

Sources : BCEAO et administrations nationales.

2021), tandis que le secteur tertiaire est demeuré dynamique (3,6 pp, après 2,5 pp en 2021).

**S'agissant de la demande, les pressions inflationnistes ont pesé sur les revenus réels des ménages et donc sur la consommation privée.** Celle-ci n'a contribué à la croissance du PIB qu'à hauteur de 2,5 pp, contre 5,6 pp en 2021, tandis que la consommation publique s'est contractée parallèlement aux efforts de consolidation budgétaire (-0,3 pp en 2022, contre +1,9 pp en 2021). En revanche, la contribution de la formation brute de capital fixe a progressé (+ 1,5 pp, contre 0,5 pp en 2021), tirée par l'investissement privé. Les échanges extérieurs ont pesé sur la croissance pour - 1,7 point de PIB, contre -0,1 l'année précédente.

**La croissance s'accélérerait en 2023, pour s'établir à 4,9%,** grâce à la plus forte progression de la production d'anacarde et des investissements du secteur privé. Ces prévisions comportent toutefois d'importants risques baissiers : i) la dégradation de la conjoncture internationale, liée à la volatilité des prix des matières premières, au resserrement des conditions financières mondiales (et régionales) et aux retombées de la guerre en Ukraine ; ii) la relative fragilité politique du système institutionnel ; et iii) le risque climatique, auquel le pays est particulièrement vulnérable.

**Après une période de stabilité, l'inflation a fortement augmenté en 2022 (+ 7,9%, contre + 3,3% en 2021 et + 1,7 % en moyenne annuelle entre 2019 et 2021), à un niveau supérieur à la moyenne des pays de l'UEMOA (+ 7,4 %).** Elle a été alimentée par la hausse des prix énergétiques et alimentaires résultant de la guerre russe en Ukraine. Les tensions inflationnistes devraient s'aggraver en 2023 (+ 8,1%), alors que l'in-

<sup>2</sup> Pour plus d'information, cf. BCEAO (2022), *Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2021*, juillet.

flation globale en UEMOA régresserait (+ 4,4%), en raison de la persistance des prix alimentaires, notamment celui du riz auquel le pays est très dépendant.

**Le solde de la balance des transactions courantes s'est fortement creusé en 2022**, passant de -8,1 à -116,4 milliards, soit -10,4% du PIB (contre -0,8% en 2021). Les exportations de biens en valeur se sont contractées (-20%), avec un repli des exportations d'anacardes (-5,1%), qui représentent près de 80% des exportations du pays, tandis que les importations ont connu une progression marquée liée à leur renchérissement (+ 29,4%), notamment les produits alimentaires (+ 44,5%) et pétroliers (+ 64,5%). Après une année 2021 exceptionnelle, les transferts des migrants ont chuté en 2022 (-69,7%), mais demeurent en hausse par rapport à 2019 et 2020.

**Le déficit budgétaire s'est légèrement creusé en 2022 (-5,4% du PIB, contre -5,1% en 2021), en raison d'une baisse notable des dons.** Les recettes budgétaires ont progressé en 2022 (+ 3,5%), tandis que les dépenses se sont repliées (-4,9%), bien qu'elles restent très supérieures à leur niveau pré-pandémie (+ 37% par rapport à 2019). Provenant principalement de la progression de la masse salariale publique (+ 13,9%), l'augmentation des dépenses courantes (+ 8,0%) a été compensée par la diminution des dépenses en capital (- 27,8%). Toutefois, cette consolidation budgétaire n'équilibre pas le fort repli des dons (- 39,4%). Selon le Fonds monétaire international (FMI<sup>3</sup>), le déficit budgétaire devrait reculer à 3,5% du PIB en 2023 et revenir sous le seuil de convergence de l'UEMOA d'ici 2025, à la faveur d'une mobilisation accrue des revenus fiscaux (restriction des exemptions fiscales, mise en œuvre d'une nouvelle loi sur la TVA) et de la maîtrise des dépenses (gel des nouveaux recrutements et identification des recrutements irréguliers avec l'aide de la Banque mondiale).

**La dette publique a repris une dynamique fortement haussière et atteint 77,2% en 2022, après un repli à 66,4% en 2021 (68,4% en 2020).** Cette hausse provient de la détérioration du déficit en 2022, de la reconnaissance d'arriérés, et de l'attribution par le gouvernement de nouvelles garanties, principalement à destination de la Compagnie nationale d'électricité et

## Activité économique et inflation en Guinée-Bissau

(en %)

	2020	2021	2022	2023
<b>Variation annuelle du PIB</b>	1,5	6,1	4,2	4,9
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	1,5	3,3	7,9	8,1

Note : Prévisions pour 2023.

Source : BCEAO.

d'eau de Guinée-Bissau (EAGB). Selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI (janvier 2023), le pays est exposé à un risque de surendettement élevé, aussi bien sur le plan extérieur – dette extérieure de 34,8% du PIB en 2022, en repli de 1,3 pp par rapport à 2021, détenue principalement par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque mondiale – que sur un plan plus global. Le FMI considère cependant que la dette publique est soutenable d'un point de vue prospectif, au vu des engagements pris par les autorités et du soutien des donateurs internationaux, avec un retour vers le plafond communautaire de 70% prévu d'ici 2027.

**Le FMI a approuvé en janvier 2023 un programme sur trois ans au titre de la facilité élargie de crédit, de l'ordre de 28,4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 35,5 millions d'euros).** Plusieurs réformes de consolidation fiscale ont été menées dans le cadre du programme, portant sur la mobilisation des ressources intérieures – notamment par l'édiction d'une nouvelle loi sur la TVA – et la gestion rationalisée de la masse salariale publique. La deuxième revue du programme d'août 2023 appelle à la poursuite des réformes engagées, ainsi qu'à l'amélioration du cadre de gouvernance institutionnel et de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme LBC-FT.

**La situation du secteur bancaire a continué de s'améliorer en 2022.** Le bilan consolidé du système bancaire a progressé de 26,3% en 2022 : les crédits bancaires au secteur privé et les opérations sur titres – essentiellement publics – ont été soutenus (respectivement + 49,7% et + 26,1%), de même que les dépôts collectés (+ 17,7%). Le ratio des créances en souffrance brutes sur le total des créances brutes a été fortement réduit, de 17,9% en 2021 à 8,0% en 2022, passant en

<sup>3</sup> FMI (2023), « IMF Executive Board Completes the Second Review under the Extended Credit Facility Arrangement for Guinea-Bissau and Approves US\$3.15 Million Disbursement », communiqué de presse, 30 août.

dessous de la moyenne de l'UEMOA (8,4%). La rentabilité des indicateurs s'est nettement améliorée, avec une hausse du taux de marge nette et du coefficient de rentabilité de 5,7 pp et 9,2 pp, à, respectivement, 19,1 % et 26,2 %.

**Toutefois, le secteur bancaire est affecté par la persistance de certaines fragilités.** La solvabilité globale des banques, déjà négative en 2021, s'est détériorée en 2022, en recul de 2 pp (-4%), de même que le taux de provisionnement (62,9% en 2022, contre 78,9% en 2021). Cette insuffisance globale du système reflète les difficultés d'une minorité d'établissements bancaires. Une banque jouant un rôle important dans le financement des zones rurales et des campagnes agricoles d'anacarde apparaît sévèrement sous-capitalisée, mais elle fait l'objet d'un plan de recapitalisation qui est en attente de validation par les autorités guinéennes.

## ENJEUX ET DÉFIS

**La Guinée-Bissau est un État fragile, où l'instabilité politique persistante a entravé la mise en place d'institutions robustes et d'investissements promoteurs d'une croissance soutenue.** La continuité du gouvernement, formé en 2020, et ses réformes visant à améliorer la gouvernance, notamment par l'assainissement budgétaire et la lutte contre la corruption, ont toutefois permis d'amorcer le retour des institutions financières internationales et des investisseurs. La récente attribution d'une facilité élargie de crédit du FMI en janvier 2023 l'atteste, en soutenant les dépenses favorables à une croissance inclusive, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Cependant, cette récente stabilité politique demeure fragile, avec notamment une tentative de coup d'État en février 2022. Le retour rapide à la stabilité après le coup d'État et la bonne tenue des élections législatives de juin 2023, marquées par une alternance politique, sont des signaux positifs pour la poursuite des réformes engagées.

**La Guinée-Bissau présente des indicateurs socio-économiques parmi les plus faibles au monde.** Accentuée par un taux de fécondité élevé, l'insécurité alimentaire y est particulièrement prononcée et affecterait

20,8 % de la population selon la Banque africaine de développement (BAfD<sup>4</sup>). Par ailleurs, le pays est dépendant des importations de riz et de farine de blé, ce qui le rend très vulnérable aux ruptures des chaînes d'approvisionnement internationales sur les denrées alimentaires. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté atteint 68,4 % en 2021. L'espérance de vie demeure inférieure à 60 ans, un tiers de la population seulement a accès à l'électricité, et un peu moins de 59,0 % à l'eau potable, tandis que près de la moitié des adultes de plus de 15 ans sont analphabètes. Concernant l'indice de développement humain (IDH), la Guinée-Bissau se classe en fin de tableau, au 177<sup>e</sup> rang sur les 191 pays du classement<sup>5</sup>.

**Le pays apparaît également très vulnérable au changement climatique.** Les zones côtières, qui accueillent une part importante de la population, sont très exposées à l'élévation du niveau de la mer. Les risques d'inondation et d'érosion côtière sont importants et leur matérialisation aurait de graves conséquences sur l'activité économique et les infrastructures. Par ailleurs, les épisodes de sécheresse, en particulier dans le nord-est du pays, entravent l'agriculture et accroissent donc la fragilité des populations. Le financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique implique le renforcement de la participation du secteur privé, par la mise en œuvre d'un cadre réglementaire adapté.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les projets annoncés en 2022 donnent la priorité au renforcement du capital humain.** Dans le sillage de la crise de la Covid-19, la Guinée-Bissau a adopté une nouvelle stratégie de développement pour 2020-2024, intitulée « Hora Tchiga », principalement axée sur des investissements dans la santé, l'éducation et les infrastructures. En juin 2022, un accord de financement de 13 millions d'euros a ainsi été signé avec l'Union européenne, qui porte essentiellement sur la lutte contre la mortalité maternelle et infantile. Le plan quinquennal 2023-2027 des Nations Unies dans le cadre du Programme alimentaire mondial (PAM) est entré en vigueur le 31 janvier 2023. L'objectif de ce plan est de favoriser l'accès à l'éducation, à lutter contre la malnutrition et à promouvoir un système social plus inclusif.

<sup>4</sup> BAfD (2023), « Guinée-Bissau : Pacte pour l'alimentation et l'agriculture », février.

<sup>5</sup> Pnud (2022), Rapport sur le développement humain 2021/2022, septembre.

Le programme met l'accent sur le développement du secteur agricole, indispensable pour atteindre une situation d'autosuffisance alimentaire. De la même manière, les dons de 5 millions d'euros accordés par la France fin novembre 2022 visent à renforcer la stabilité macroéconomique du pays par le biais du secteur agricole. Selon les autorités locales, cette aide sera également allouée au secteur de la santé et de l'éducation. De plus, le 8 décembre 2022, un plan a été approuvé par la Banque mondiale, à hauteur de 20 millions de dollars, en vue d'améliorer la surveillance des ressources fiscales et humaines et de renforcer les compétences des fonctionnaires du secteur public en Guinée-Bissau.

**Les projets en cours visent également à accroître le potentiel de croissance grâce à la diversification des activités, tant par un renforcement des capacités productives que par la construction d'infrastructures.** Plusieurs projets ont ainsi été annoncés en 2022. La BAfD a publié, le 20 septembre 2022, son document relatif à la « stratégie pays 2022-2026 <sup>6</sup> ». L'objectif de ce programme est d'opérer des transformations structurelles dans trois principaux secteurs : i) l'énergie, avec l'élargissement du réseau électrique à 50 % de la population d'ici 2026 ; ii) les transports, par la construction de routes transfrontalières et rurales (100 km), mais également par une réhabilitation du réseau routier (500 km), en vue d'améliorer l'accès aux services de base et de promouvoir l'intégration régionale ; et iii) les finances publiques, avec un plan de transparence de l'environnement budgétaire pour favoriser l'investissement et accroître les recettes fiscales.

**L'annonce du gouvernement en avril 2023 de la création de la compagnie aérienne Guinée-Bissau Airlines, alors que les vols internes et internationaux sont assurés par des compagnies étrangères, s'inscrit également dans la refonte des réseaux de transports.** Concernant le domaine des télécommunications, la Guinée-Bissau a finalisé le 28 mars 2023 la connexion du pays à son premier câble à fibre optique international (Africa Coast to Europe, ACE <sup>7</sup>), dans le dessein de garantir un meilleur accès Internet à moindre coût. La diversification de l'économie ainsi que le développement des infrastructures numériques et de transports sont des enjeux clés pour la Guinée-Bissau, afin de fa-

voriser une croissance soutenue et inclusive, et d'accroître la résilience du pays aux chocs externes et au changement climatique.

<sup>6</sup> Groupe de la BAfD (2022), « Guinée-Bissau : les infrastructures énergétiques et de transport au cœur de la stratégie pays 2022-2026 de la Banque africaine de développement », 4 octobre.

<sup>7</sup> Agence Ecofin (2023), « La Guinée-Bissau se connecte à son premier câble sous-marin à fibre optique international », 29 mars.



## ANNEXE

### Guinée-Bissau – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Ressources</b>	<b>1 236,3</b>	<b>1 211,5</b>	<b>1 328,9</b>	<b>1 499,5</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>942,1</b>	<b>958,3</b>	<b>1 041,5</b>	<b>1 135,5</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>294,2</b>	<b>253,2</b>	<b>287,3</b>	<b>364,1</b>
<b>Emplois</b>	<b>1 236,3</b>	<b>1 211,5</b>	<b>1 328,9</b>	<b>1 499,5</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>841,5</b>	<b>843,7</b>	<b>935,3</b>	<b>1 067,9</b>
Publique	158,4	197,6	219,0	221,3
Privée	683,1	646,2	716,3	846,6
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>223,9</b>	<b>234,0</b>	<b>207,9</b>	<b>274,6</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>170,9</b>	<b>133,8</b>	<b>185,7</b>	<b>157,0</b>
Épargne intérieure brute	100,6	114,6	106,2	67,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 123,3	- 119,4	- 101,6	- 207,0
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>23,8</b>	<b>24,4</b>	<b>20,0</b>	<b>24,2</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	6,8	1,5	6,1	4,2
Déflateur du PIB	2,2	0,2	2,4	4,6
Prix à la consommation, en moyenne	0,2	1,5	3,3	7,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Guinée-Bissau – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
<b>Recettes et dons</b>	<b>130,1</b>	<b>134,8</b>	<b>182,5</b>	<b>163,1</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>105,6</b>	<b>99,8</b>	<b>122,4</b>	<b>126,7</b>
Recettes fiscales	79,1	67,8	93,5	99,7
Recettes non fiscales	26,5	32,0	28,9	27,0
<b>Dons</b>	<b>24,5</b>	<b>35,0</b>	<b>60,1</b>	<b>36,4</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>163,7</b>	<b>219,0</b>	<b>236,1</b>	<b>224,4</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>163,7</b>	<b>219,0</b>	<b>236,1</b>	<b>224,4</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>125,2</b>	<b>143,4</b>	<b>148,3</b>	<b>160,2</b>
Traitements et salaires	47,5	57,0	58,2	66,3
Autres dépenses courantes	68,5	73,2	74,8	79,4
Intérêts	9,2	13,2	15,3	14,5
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>5,8</i>	<i>7,5</i>	<i>9,4</i>	<i>12,5</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>3,5</i>	<i>5,7</i>	<i>5,9</i>	<i>2,0</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>38,5</b>	<b>75,6</b>	<b>87,8</b>	<b>64,2</b>
Sur ressources intérieures	1,8	9,9	7,1	15,2
Sur ressources extérieures	36,7	65,7	80,7	49,0
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 58,1</b>	<b>- 119,2</b>	<b>- 113,7</b>	<b>- 97,7</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 33,6</b>	<b>- 84,2</b>	<b>- 53,6</b>	<b>- 61,3</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>- 12,2</b>	<b>- 40,3</b>	<b>- 17,7</b>	<b>- 34,2</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>- 7,3</b>	<b>6,6</b>	<b>- 17,4</b>	<b>- 21,0</b>
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 65,4</b>	<b>- 112,6</b>	<b>- 131,1</b>	<b>- 118,7</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 40,9</b>	<b>- 77,6</b>	<b>- 71,0</b>	<b>- 82,3</b>
<b>Financement</b>	<b>41,0</b>	<b>77,7</b>	<b>71,0</b>	<b>82,3</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>10,7</b>	<b>- 11,6</b>	<b>13,2</b>	<b>67,8</b>
Bancaire	10,7	- 11,6	13,2	68,9
Non bancaire	0,0	0,0	0,0	- 1,1
<b>Financement extérieur net</b>	<b>30,3</b>	<b>89,3</b>	<b>57,8</b>	<b>14,5</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>541,4</b>	<b>655,9</b>	<b>691,2</b>	<b>876,7</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,2	10,4	11,8	11,2
Dépenses courantes	13,3	15,0	14,2	14,1
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 3,6	- 8,8	- 5,1	- 5,4
Dette publique	57,5	68,4	66,4	77,2

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Guinée-Bissau – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 74,7</b>	<b>- 31,7</b>	<b>- 8,1</b>	<b>- 116,4</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 123,3</b>	<b>- 119,4</b>	<b>- 101,6</b>	<b>- 207,0</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>- 50,7</b>	<b>- 53,8</b>	<b>- 27,7</b>	<b>- 118,1</b>
Exportations de biens FOB	145,7	123,1	166,3	133,0
<i>dont : anacarde</i>	<i>130,7</i>	<i>109,2</i>	<i>110,3</i>	<i>104,6</i>
<i>poissons et crevettes</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>
Importations de biens FOB	- 196,4	- 176,9	- 194,0	- 251,1
Importations de biens CAF	- 225,8	- 208,0	- 228,2	- 295,4
<i>dont : produits alimentaires</i>	<i>- 68,7</i>	<i>- 69,1</i>	<i>- 67,8</i>	<i>- 98,0</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 38,1</i>	<i>- 36,4</i>	<i>- 39,5</i>	<i>- 65,0</i>
<i>biens d'équipement</i>	<i>- 52,9</i>	<i>- 39,0</i>	<i>- 50,6</i>	<i>- 55,1</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 72,6</b>	<b>- 65,6</b>	<b>- 73,9</b>	<b>- 88,9</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 29,4</i>	<i>- 31,2</i>	<i>- 34,2</i>	<i>- 44,3</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>15,5</b>	<b>14,5</b>	<b>9,4</b>	<b>16,8</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 1,8</i>	<i>- 5,7</i>	<i>- 5,9</i>	<i>- 1,6</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>33,1</b>	<b>73,1</b>	<b>84,1</b>	<b>73,9</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>10,0</b>	<b>18,8</b>	<b>24,6</b>	<b>12,2</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,6</i>	<i>6,6</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>23,1</b>	<b>54,3</b>	<b>59,5</b>	<b>61,7</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>22,4</i>	<i>24,5</i>	<i>91,0</i>	<i>27,5</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>16,3</b>	<b>33,8</b>	<b>58,6</b>	<b>38,8</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 46,6</b>	<b>- 55,6</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 16,7</b>
Investissements directs	- 41,8	- 11,9	- 9,8	- 13,6
Investissements de portefeuille	- 17,6	- 52,2	- 50,8	- 54,5
Autres investissements	12,8	8,5	56,6	51,4
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,0</b>	<b>- 1,9</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 5,2</b>	<b>6,3</b>	<b>- 3,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 15,3</b>	<b>52,5</b>	<b>60,7</b>	<b>- 63,8</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>58,1</b>	<b>52,9</b>	<b>64,6</b>	<b>43,1</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 8,4</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 10,4</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>- 1,7</b>	<b>5,7</b>	<b>6,1</b>	<b>- 5,7</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

### Guinée-Bissau – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	50	23	43	78
Moyen terme	68	44	70	91
Long terme	10	0	2	4
<b>Total</b>	<b>128</b>	<b>67</b>	<b>115</b>	<b>173</b>

Source : BCEAO.

### Guinée-Bissau – Principaux postes comptables du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
Opérations de trésorerie et interbancaires	47	69	51	Opérations de trésorerie et interbancaires	109	122	179
Opérations avec la clientèle	140	149	223	Opérations avec la clientèle	199	220	259
Opérations sur titres et diverses	138	153	193	Opérations sur titres et divers	8	13	8
Valeurs immobilisées	17	17	22	Provisions, fonds propres et assimilés	27	33	43
<b>Total</b>	<b>343</b>	<b>388</b>	<b>490</b>	<b>Total</b>	<b>343</b>	<b>388</b>	<b>490</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Guinée-Bissau – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>80,1</b>	<b>75,0</b>	<b>77,0</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>6,8</b>	<b>13,4</b>	<b>19,1</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>8,2</b>	<b>17,0</b>	<b>26,2</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>21,4</b>	<b>17,9</b>	<b>8,0</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>7,1</b>	<b>4,4</b>	<b>3,1</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>71,9</b>	<b>78,9</b>	<b>62,9</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Guinée-Bissau – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>49</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	0	0	0
Produits sur opérations avec la clientèle	17	20	25
Produits sur opérations sur titres et diverses	7	8	10
Produits sur opérations de change	10	7	11
Produits sur opérations hors bilan	1	1	1
Produits sur prestations de services financiers	1	1	1
Autres produits d'exploitation bancaire	1	0	0
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>17</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3	3	4
Charges sur opérations avec la clientèle	3	3	3
Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	1
Charges sur fonds propres et assimilés	0	0	0
Charges sur opération de change	9	5	9
Charges sur opérations hors bilan	0	0	0
Charges sur prestations de services financiers	0	1	1
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>31</b>
4. Produits accessoires nets	0	0	1
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>32</b>
6. Frais généraux	16	17	22
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	2	2	2
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	3	2	- 1
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0	0	0
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>10</b>
12. Résultat exceptionnel net	0	0	0
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	0	1	1
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>8</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Guinée-Bissau – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	- 3,6	- 2,0	- 4,0
<b>Rapport de liquidité</b>	95,0	126,6	113,5

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Guinée-Bissau – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2020	2021	2022
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	33	67	67
Ratio de fonds propres ( <i>Common Equity Tier 1</i> ) ( $\geq 7,5$ %)	67	67	67
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 8,5$ %)	67	67	67
Ratio de solvabilité global ( $\geq 11,25$ %)	67	67	67
Norme de division des risques ( $\leq 35$ %)	67	67	33
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	67	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	67	67	67
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	67	67	67
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	33	33	33
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	67	67	67
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	67	67	67
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	67	67	67
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	100	67	100

Note : Normes applicables en 2022. Le passage aux normes de Bâle II et Bâle III se traduit notamment par une augmentation de certains seuils en vigueur pendant la période de transition courant de 2019 jusqu'en 2023, suivant le calendrier révisé par la décision 019 06/26/2020/CE/UMOA.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.